



GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

**APPEL A PARTICIPATION POUR UN NUMERO THEMATIQUE
« LES LANGUES DES APPRENANTS DANS LES SYSTEMES
EDUCATIFS POST-COLONIAUX »**

Bruno Maurer

Montpellier III (EA 739 Dipralang)

Date limite de réception des contributions : **30 septembre 2012**

Envoi des contributions à : glottopol@univ-rouen.fr et bruno.maurer@univ-montp3.fr

Consignes pour la remise des textes : voir <http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol>

Depuis les Etats généraux de l'enseignement du français en Afrique (Libreville, 2003), la question de l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement en Afrique subsaharienne fait partie, en francophonie, de l'horizon des réflexions à la fois pédagogiques et didactiques¹. Mais, si elle est d'actualité récente dans cette zone géographique, elle s'est déjà posée sur d'autres continents et dans des sphères non francophones et il serait intéressant de mettre en dialogue différentes expériences en la matière.

Contexte et problématique

La stratégie *Education pour tous* a entraîné une massification de l'enseignement qui s'accompagne d'une ruralisation : la sociologie de l'école a considérablement évolué depuis le milieu des années 1990 ; l'arrivée en nombre de publics ruraux, moins exposés que les publics urbains aux langues officielles, ne peut manquer de poser d'une nouvelle manière la question de l'utilisation d'autres langues que celles des anciennes puissances coloniales dans l'éducation.

Le contexte idéologique a également changé : on parlait, dans les années 1970, de glottophagie, de « guerre des langues » ; on préfère aujourd'hui mettre l'accent sur leur possible « partenariat » pour le développement.

Les analyses des résultats obtenus par les systèmes éducatifs d'Afrique subsaharienne francophone (Programme PASEC mis en œuvre par la CONFEMEN²) montrent un faible niveau des acquisitions scolaires, en mathématiques notamment, qui semble corrélée à une mauvaise maîtrise du français, des aspects sur lesquels nous reviendrons.

Cette préoccupation pour la qualité conduit à interroger le lien traditionnellement établi entre langue(s) de scolarisation et qualité de l'enseignement, notamment sur le plan de

¹¹ Pour six pays de cette région, l'étude LASCOLAF, qui rassemblait des acteurs bilatéraux et multilatéraux de la diffusion du français, a réuni, en 2010, une documentation inédite, disponible sur http://www.bibliotheque.auf.org/index.php?lvl=author_see&id=586. On trouve à cette page, téléchargeables, le rapport de synthèse (B. Maurer) et les six rapports-pays dans leur version intégrale : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Niger, Sénégal.

² Les références de ce rapport aux études PASEC sont consultables à partir du site <http://www.confemen.org>

l'enseignement primaire, mais aussi, plus globalement, pour tous les niveaux du système éducatif :

- Comment réduire l'échec scolaire massif observé faute d'une maîtrise suffisante des langues d'enseignement ? Quelle place accorder aux langues nationales dans l'enseignement ? Pour quels types d'enseignements ? A quels stades du cursus (préparatoire, élémentaire, moyen) ?
- Quelle articulation langues nationales / langue française recommander en particulier dans l'enseignement primaire ? Comment assurer un niveau linguistique suffisant pour aborder les apprentissages dans l'enseignement secondaire ?
- Quels appuis (nature et modalités) faut-il apporter pour l'efficacité des apprentissages en langue nationale et en langue française ?

Points de vue possibles

La mise en perspective de différentes expériences permettrait de tirer des enseignements dans différents domaines.

- les enjeux de la qualité de l'éducation dans le contexte d'une massification de l'accès des ruraux à l'enseignement primaire (graves difficultés scolaires, forts taux d'échec et d'abandon scolaire, faible niveau des apprentissages) ;
- la problématique des choix en matière de langues (critères de choix, place attribuée dans le système éducatif, niveaux et modalités d'utilisation, échelle du choix et processus de choix) ;
- l'articulation L1-L2 : relais entre langues *medium* (point de vue longitudinal sur l'ensemble du cursus primaire et répartition selon les disciplines, pratiques pédagogiques, processus de transfert de compétences linguistiques de la L1 vers la L2, gestion de l'utilisation des langues dans la classe) ;
- l'instrumentation des langues nationales et la production de supports didactiques et les capacités existantes ;
- le recrutement et la formation initiale et continue des enseignants intervenant dans les dispositifs bi et plurilingues ;
- le suivi et l'évaluation des projets expérimentaux ;
- les évaluations comparées des acquisitions scolaires ;
- la sensibilisation des usagers et des acteurs (attitude des parents, des enseignants et de l'encadrement pédagogique intermédiaire).

Aires géographiques concernées

Au-delà de l'Afrique francophone où la question, en dehors de dispositifs expérimentaux, commence seulement à être posée, il nous semble qu'il serait intéressant, à l'occasion de ce numéro de revue de poser la question des politiques éducatives et de la part de la langue des apprenants dans d'autres systèmes marqués par les langues d'anciennes puissances coloniales.

On peut penser à d'autres aires géographiques :

- pays créolophones
- pays arabophones
- question des langues indigènes dans les Amériques
- pays lusophones (Mozambique, Angola, Brésil)
- pays anglophones (Afrique du Sud, etc.).